

Robert Fossaert, économiste  
(7 février 2000)

# L'entreprise de demain

Un document produit en version numérique par Robert Fossaert,  
Économiste marxiste  
Courriel : [robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"  
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.  
Site web : [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Robert Fossaert, économiste marxiste, à partir de :

Robert Fossaert (7 février 2000)

## L'entreprise de demain

Contribution au colloque "Innovation et Sociétés". Tenu au Sénat, le 7 février 2000 à l'initiative de la revue Passages.

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/entreprise.html>

Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 5 mars 2005, de diffuser cette œuvre, sur le site web des Classiques des sciences sociales. Un immense merci pour cet essai fondamental qui vise à nous permettre de comprendre le rôle de l'Europe à l'heure actuelle.

[robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

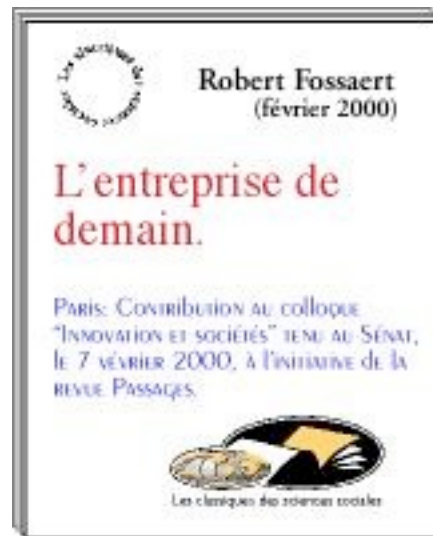
Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 11 mars 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,  
province de Québec.



Robert Fossaert (2000)

## L'entreprise de demain



Contribution au colloque "Innovation et Sociétés".  
Tenu au Sénat, le 7 février 2000 à l'initiative de la revue Passages.

Texte disponible sur le site web de M. Fossaert :

**Macrosociologie :**

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/entreprise.html>

[Retour à la table des matières](#)

Les énormes transformations en cours (informatisation, internet, mondialisation, etc.) ont des effets apparents qui peuvent cacher des ressorts plus puissants mais encore mal visibles aujourd'hui. Ce risque menaçait déjà ceux qui, durant les années 1960, annonçaient pour la fin du siècle : une France sans paysans ; une civilisation des loisirs ; une diffusion du téléphone pour tous et partout ; une disparition des travailleurs de force ; et vingt autres prévisions aussi choquantes pour l'époque. En 2000, ces prévisionnistes d'hier sont rangés parmi les inventeurs d'évidences. Mais leur mérite fut de les inventer plusieurs décennies avant leurs contemporains.

Pour qui caresse aujourd'hui la même ambition d'entrevoir l'avenir, aussi choquant puisse-t-il paraître au premier abord, la difficulté s'est considérablement accrue depuis les années 1960, car les cadres statistiques et sociologiques, alors bien adaptés à une économie qui demeurait, pour l'essentiel, enclose dans le marché national - cependant que la politique et la culture se déployaient principalement à même échelle - sont aujourd'hui brisés par l'extension mondiale du marché et par les courants européens ou planétaires qui désarçonnent les politiques étatiques et décentrent les activités culturelles. Il faut donc considérer l'avenir à 30 ou 50 ans d'échéance avec une audace plus grande, mais néanmoins plus circonspecte.

\*\*\*

Le premier trait à souligner est que **la révolution informatique est à peine commencée**. Juger de sa portée par ses manifestations actuelles, c'est comme d'évaluer l'avenir de la révolution industrielle d'après les résultats acquis vers 1840-50. En effet, la formation informatique est encore rare et souvent superficielle. Les patrons et cadres dirigeants qui considèrent l'informatique comme l'affaire de services spécialisés - semblables à ceux de la comptabilité ou du contentieux - sont peut-être encore majoritaires dans les entreprises. En tout cas, les potentialités de la programmation informatique sont inconnues de la plupart des travailleurs d'aujourd'hui et la fréquentation des outils et instruments déjà informatisés demeure plus magique que technique. Un temps viendra où l'informatique fleurira *dans et par* l'appareil enseignant. Elle acquerra, alors, une place majeure dans la culture commune, non plus à l'étage des jeux Nintendo-Sega-et-Alii, mais bien au coeur des savoirs et des savoir-faire. Mais ce temps n'est pas encore en vue.

De ce fait, l'informatisation a jusqu'ici proliféré, hors la sphère ludique, par la substitution de tâches machinées aux travaux lourdement répétitifs et par diverses modifications des processus de production qui demeurent souvent latérales ou marginales. La fin des tours de main est en vue, hors ses réserves artisanales. Mais la conception à frais nouveaux des processus de production existants ou qui naîtront sur une base aussi pleinement informatisée que possible demeure, le plus souvent, une étape à peine amorcée. L'horizon de l'usine quasiment vide d'hommes, c'est-à-dire la fin des ouvriers, fussent-ils techniciens ou ingénieurs, demeure aujourd'hui invisible, voire insoupçonnable, même si le 21<sup>e</sup> siècle a toutes chances de nous en rapprocher par de rapides étapes.

Ceci ne vaut pas que pour l'industrie, car le tertiaire, déjà touché pour ce qui est des tâches aisément automatisables (banque, assurance, etc.) mais à peine effleuré dans les autres domaines - sauf les plus créatifs - verra demain ses activités les plus diverses se mouler dans des façons de faire largement ou pleinement informatisées. Ce que les transports et télécommunications laissent apercevoir a de fortes chances de devenir, demain ou après-demain, la norme des professions du spectacle et des loisirs, comme de celles du corps et de l'esprit, qu'elles soient aujourd'hui rangées sous les rubriques de la beauté, de la culture, du sport, de la santé ou sous vingt autres enseignes dont beaucoup restent à inventer.

\*\*\*

Tout ceci entraînera une prolifération d'entreprises nouvelles et une série de novations dans les entreprises existantes. Néanmoins, **l'entreprise occupera, dans l'économie, une place de moins en moins centrale.** La perte de poids de l'industrie est déjà évidente dans tous les pays développés et elle le devient, après deux ou trois décennies de développement, dans tous les pays émergents. Il est probable que cette tendance se poursuivra, car la diffusion des produits industriels, dans une partie au moins des pays encore mal desservis à cet égard, sera plus que contre-balançée par la poursuite, voire l'accélération des gains de productivité industrielle. Donc, la part de l'industrie dans l'emploi continuera de décliner, bon an mal an, cependant que le volume physique de la production industrielle se réduira par rapport au volume total des PIB concernés. Cette dernière tendance qui se manifeste par l'allègement ou la miniaturisation des produits sera globalement accélérée à mesure que le poids du pétrole et du charbon décroîtra au bénéfice d'énergies moins pondéreuses, si bien que les transports massifs et lointains seront, eux aussi, en recul relatif, pour le marin comme pour le cheminot.

Une perte de poids analogue est à attendre des autres secteurs lourds du tertiaire, à l'instar de ce qui s'observe déjà dans la banque, l'assurance et dans les divers domaines où les activités répétitives sont de mieux en mieux machinées et où les novations dues à l'informatique étendent l'aire du machinable : tel est, par exemple, le

cas de l'édition où une chaîne continue s'établit du PC de l'auteur à l'impression de son texte, étant bien entendu qu'*auteur, texte et impression* s'appliquent *mutatis mutandis* à tous les medias existants ou à naître, en toutes leurs combinaisons.

Dans cette perspective, une question politique majeure sera d'apprécier et de stimuler les branches du tertiaire où un développement soutenu de l'emploi pourra compenser partiellement les pertes précédentes. Cette question concernera toutes les activités ciblées sur les individus (enseignement, santé, beauté, autres soins corporels et psychologiques, spectacles, loisirs, tourisme, arts, culture, etc.). Deux autres champs d'expansion virtuellement illimités s'adjoindront sans doute aux précédents : celui des "consultants" de toute sorte adaptant aux besoins des entreprises et des administrations une forme quelconque d'expertise plus ou moins technique et celui des "chercheurs" explorant, sous divers statuts, l'inépuisable réserve d'ignorances que les progrès scientifiques mettent en évidence.

Mais, en beaucoup de ces domaines où la création spontanée d'entreprises marchandes sera toujours en retard sur les potentialités objectives, le résultat en termes d'emplois et de revenus dépendra pour beaucoup des choix politiques qui détermineront le tracé de la frontière entre le secteur marchand et les autres formes d'activité (administrations, associations, etc.), frontière que les "services publics" peuvent chevaucher dans les pays où les autorités politiques et judiciaires savent faire respecter par les entreprises privées des normes d'intérêt collectif dûment explicitées.

\*\*\*

Les entreprises ainsi transformées seront souvent de taille artisanale ou d'effectif modeste. Mais une grande partie de l'emploi et une part plus grande encore de la valeur ajoutée seront dûes aux entreprises géantes dont les concentrations, aujourd'hui observables, préfigurent le rôle croissant, pour quelques décennies au moins. Mais **ces entreprises massives seront de moins en moins cohérentes.**

Parmi les multiples conceptions de l'entreprise, celle à laquelle la révolution industrielle a donné crédit dans la culture commune associe trois traits principaux :

- l'entreprise est une communauté de travail dont les membres possèdent la panoplie des savoir-faire requis ;
- elle est pilotée et encadrée par une élite dirigeante, ceux que Marx appelait "les officiers et sous-officiers de la production" ;
- elle est irriguée par une mobilisation de capitaux (familiale, puis bancaire ou boursière) lesquels se matérialisent en équipements, en stocks et en fonds de roulement.

Ce modèle a survécu aux premières décennies de concentrations débordant - d'ailleurs fort peu - de chaque marché national : projections de filiales de vente

esquissées dès les années 1920 et multipliées à partir des années 1960, notamment à l'échelle européenne ; débuts de la dispersion mondiale des filiales de production dans quelques branches minières ou manufacturières (automobile, chimie, etc.). Les premières "multinationales" ainsi formées - d'abord à partir des Etats-Unis, puis de plusieurs pays européens et du Japon - avaient toutes de fortes racines nationales, étaient soutenues par leur Etat d'origine et accompagnées par leurs banques habituelles.

Par un mouvement qui ne cesse de s'accélérer depuis la fin des années 1980, la concentration change d'échelle et de nature. Dans un marché qui se mondialise en dissolvant les protections et les réglementations nationales, la concurrence monopolistique se traduit désormais par la formation de plus en plus fréquente de "multinationales" d'échelle mondiale débordant souvent sur plusieurs branches d'activité et atteignant à la fois l'industrie, le commerce et la finance. Au sein des mastodontes ainsi engendrés, le modèle ancien de l'entreprise ne peut plus avoir cours. Les communautés de travail y demeurent distinctes et inégalement menacées par des délocalisations dont la géographie, déjà mobile, le deviendra de plus en plus. En outre, les différentes catégories de personnel aux qualifications (momentanément) rares se trouveront entraînées ou contraintes par des pérégrinations (individuelles ou non) dont les "multinationales" qui les emploient et les sollicitations du marché se partageront la responsabilité. Autrement dit, les élites dirigeantes se scinderont en éléments territorialisés à l'ancienne, en brigades volantes et en état-majors qui, à la différence de ces dernières, seront tournés principalement vers la stratégie mondiale. Au sein de ces état-majors, les blessures nées des fusions pourront s'envenimer jusqu'à favoriser de nouveaux clivages. En effet, les "multinationales" ayant la forme de mastodontes mondiaux seront beaucoup plus exposées que les grandes entreprises nationales d'hier à des scissions dûes à des fusions avortées autant qu'à des stratégies de recentrage ou de *downsizing*.

\*\*\*

Au fond, la concentration d'échelle mondiale qui engendre les nouvelles "multinationales" massives mais peu cohérentes, tient au fait que les fusions effectuées à grands renfort d'offres publiques d'achat ou d'échange, préparées par des banques d'affaires équipées de solides outils boursiers, concernent presque uniquement l'élément capitaliste des entreprises concernées. Ce sont **des concentrations du capital**, à l'échelle du marché mondial. Elles s'intéressent prioritairement aux perspectives de profit et, plus encore, aux perspectives de valorisation boursière. Les anticipations relatives aux productions et aux recherches qui les rénovent pèsent d'un poids bien moindre. Quant aux orientations relatives aux sites de production, à leur géographie et aux réorganisations des processus de production, elles sont généralement subordonnées aux stratégies de rentabilisation. Ainsi, la départementalisation, la création ou le regroupement de filiales, la modification du "périmètre" de chaque "multinationale" et les fréquents déplacements

du centre de gravité de l'activité, sont - et seront de plus en plus - des variables d'ajustement.

Certes, il se pourrait que, d'ici quelques décennies, la concentration d'échelle mondiale se stabilise à peu près, comme se sont stabilisées, en diverses périodes du 20<sup>e</sup> siècle, les diverses concentrations d'échelle nationale qui l'ont précédée. Mais, d'ici là, les "multinationales" seront d'une faible cohérence, ce qui signifie que, pays par pays, ces entreprises-mastodontes poseront sans cesse de graves problèmes politiques, par délocalisations ravageuses ; par exubérance temporaire des investissements (et des spéculations boursoières y afférentes) fragilisant éventuellement les banques, les bourses et les budgets locaux ; ou par les contrecoups que les divers spasmes de ces mégafirmes pourront susciter.

Ces risques sont d'autant plus pressants que les "multinationales" demeurent une *terra incognita*. Seuls les analystes financiers - et les banques qu'ils informent - ont, de ces entreprises, une vue détaillée et souvent mise à jour, mais qui porte exclusivement sur leur structure capitalistique apparente <sup>1</sup> et sur leur rentabilité présente ou prochainement escomptée. Dès qu'il s'agit des capacités de production, des perspectives marchandes, des chances d'emploi et des risques de chômage, des tactiques réglant les prix internes de chaque "multinationale" (pour ses transactions transfrontières entre filiales) et des stratégies visant à éluder les impôts nationaux les plus lourds, l'ignorance de ces observateurs devient vite parfaite, sans que les instituts statistiques puissent prendre le relais. En effet, ces organismes dont le champ d'action et les instruments d'observation sont généralement d'échelle nationale, n'aperçoivent les "multinationales" que de biais et sous un angle étroit, sans être encouragés, ni même autorisés, à développer leurs investigations sur les "multinationales" nées dans leur propre pays, la principale exception, à cet égard, étant celle des Etats-Unis, entrés plus tôt que les autres pays dans l'ère "multinationale". La cécité volontaire n'est pas moindre dans les organismes internationaux disposant de quelques outils statistiques, la seule exception notoire - mais faiblement appareillée - étant celle de la CNUCED <sup>2</sup>.

On doit craindre que, nonobstant les bavardages actuels sur la "nouvelle économie", les prochaines crises industrielles et financières d'un capitalisme qui continue d'être exposé, par nature, à des fluctuations cycliques, soient aggravées par la multiplication des "multinationales" à faible cohérence et à forte extraversion. Les autorités nationales, européennes et internationales qui auront à réagir à ces crises resteront presque totalement dépourvues d'informations utiles sur ces entreprises géantes, à moins qu'elles ne donnent très vite une forte priorité à l'étude de ces monstres aveugles et aveuglants. D'autre part, le décalage entre le champ d'action des "multinationales" et celui des autorités nationales infléchira dangereusement la base politique de ces dernières, en valorisant (électoralement et d'autres manières) les

<sup>1</sup> Apparente, parce que l'opacité procurée par les paradis fiscaux et bancaires bloque les investigations des analystes.

<sup>2</sup> Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement.



catégories sociales bien territorialisées, à commencer par le petit et moyen patronat, sans que les dirigeants des plus grandes entreprises aient un poids politique local correspondant au poids de leurs firmes dans l'économie nationale considérée.

\*\*\*

La faible cohérence, la labilité des "multinationales" et, par ailleurs, la surévaluation des petites et moyennes entreprises dans le fonctionnement politique de chacun des pays développés contribueront à **une probable perte de poids de l'entreprise dans la vie sociale** que bien d'autres facteurs viendront renforcer.

Certes, les "multinationales" deviendront des enjeux majeurs dans chaque vie politique nationale comme sur la scène internationale (paradis fiscaux, réformes de l'OMC et du FMI, etc.). Mais leur centralité sera celle d'objets en débat - à ranger aux côtés de questions comme l'immigration, le *brain drain*, les délocalisations, etc - non celle de forces locales à large assise. Pour elles, comme pour l'ensemble des entreprises de toutes tailles et finalités, on doit s'attendre à ce que - hormis les périodes de crise aigue - l'entreprise perde de son poids dans la vie sociale, c'est-à-dire dans la vie quotidienne de tout un chacun. En effet, le temps de vie absorbé par l'entreprise continuera d'être grignoté de divers côtés : par abréviation de la durée effective du travail, mais aussi par allongement des périodes de formation durant la vie active et, plus encore, par allongement des périodes de vie en amont et en aval du travail en entreprise (scolarité et retraite), le tout enveloppé dans une réduction de la part de la population active dans la population totale, réduction dont l'ampleur sera de mieux en mieux perçue quand on se donnera les moyens d'analyser le temps de vie total de toute la population, pour y distinguer, à côté du temps de vie de certains en entreprise, les multiples autres composantes du temps de vie de tous.

Sous un angle moins global, on pourra juger du poids social déclinant de l'entreprise, en constatant qu'à la différence des grandes firmes nées de la révolution industrielle qui souvent s'enchaînèrent dans des conurbations spécifiques, jusqu'à donner naissance à des "effets Michelin" (ou Schneider, Philips, Krupp, etc.) et à des combinats industriels-urbains de style soviétique, les grandes entreprises "multinationales" de l'ère informatique se diluent dans l'espace "mondialisé" auquel elles donnent naissance, sans lui donner une consistance granuleuse analogue à celle de l'ère industrielle : ni villes-entreprises porteuses de quelque "effet Philips", ni banlieues ouvrières ceinturant des cités anciennes, ni zones densément industrialisées et exposées, tout entières, à des phases d'essor et de déclin, comme le furent la Basse-Ecosse, la Wallonie, la Ruhr ou la Bohême, pour ne prendre que quelques exemples étrangers. De rares condensations marchandes comme Singapour ou de rares semis de *start-ups* comme la Silicon Valley ne peuvent faire illusion : les "multinationales" étaleront leurs chapelets aux grains inégaux et occasionnellement friables, sur de multiples pays, sans polariser aucun d'eux autrement que par des concentrations de banques, de bourses et d'état-majors rares et peu denses.

Autrement dit, l'entreprise de demain sera d'autant plus abstraite - à l'échelle d'un pays donné - qu'elle sera globalement massive, mais "multinationalement" dispersée. D'où cette dernière conclusion politique : l'accouplement de ces entreprises à marchés mondiaux avec les autorités politiques capables de canaliser leurs activités pour le bien commun sera, pour l'essentiel, une tâche internationale, à laquelle aucun pouvoir n'est aujourd'hui préparé, pas même celui des Etats-Unis, têt engagés dans la "multinationalisation" à partir d'un marché national géant, ni celui de l'Union européenne qui tarde à se convertir en autorité cohérente, ce qui lui ferait simplement réduire son retard politique sur les Etats-Unis.

L'entreprise de demain se construit de façon accélérée et anarchique. Le pouvoir qui la bordera n'existe que dans les vagues pointillés de certaines institutions internationales (OIT, OMC, FMI) et de certaines coopératives d'Etats comme l'Union européenne.